

Dossier de presse du 17 juin 2021

Les résultats de l'IMD World Competitiveness Yearbook 2021 sont sous embargo jusqu'au jeudi 17 juin à 10H00.

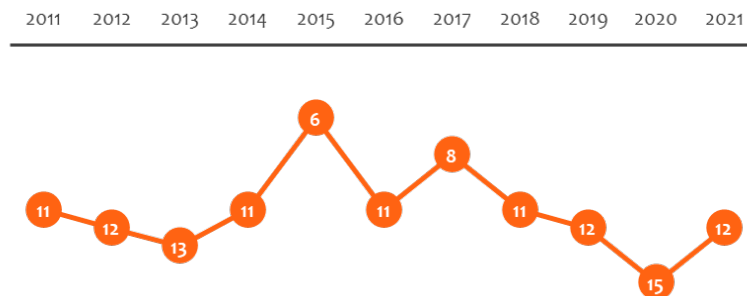
IMD World Competitiveness Yearbook 2021

Faire de la crise une opportunité pour la compétitivité

Dans le sillage de la plupart des économies européennes, le Luxembourg regagne trois rangs au sein du *World Competitiveness Yearbook* (WCY) de l'institut suisse IMD¹, pour se situer à la **12^{ème} place** en cette année 2021. Cette amélioration est principalement due à l'enquête menée auprès des dirigeants d'entreprises sur la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. La crise a été, depuis un peu plus d'un an, un révélateur de la capacité des économies à répondre rapidement à une situation exceptionnelle, tant du point de vue sanitaire que de l'organisation du travail. Cette progression reflète donc la bonne capacité des acteurs économiques et politiques luxembourgeois à s'adapter aux changements et à maintenir la compétitivité du pays dans un tel contexte. La fin de la crise et la reprise économique demanderont d'autres atouts que la seule réactivité, et notamment la capacité à développer les piliers de la compétitivité future. Le recul dans des domaines tels que les investissements internationaux, l'évolution de la productivité ou encore les termes de l'échange entre le Luxembourg et le reste du monde est un avertissement au moment de faire de la crise une opportunité pour la compétitivité.

L'économie luxembourgeoise est à l'heure de la relance. Celle-ci passera par une consolidation des fondements de la compétitivité, dont la stabilité des politiques et le dynamisme économique, grandes forces luxembourgeoises, et par de l'audace au moment de construire de nouveaux facteurs de compétitivité. Le Luxembourg a su faire preuve d'audace lorsque, visionnaire, il a développé une place financière hautement compétitive durant la décennie 1980. En 2021, une ambition identique pourrait passer par le développement de l'industrie de la santé, une économie *leader* sur le plan environnemental, la transformation en une véritable *start-up nation* ou bien un secteur financier à la pointe en matière d'innovation. Chacune de ces réussites aurait un impact positif sur sa performance dans le classement d'IMD.

L'évolution du classement général du WCY en un clin d'œil



¹ Depuis 1989, l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) analyse la compétitivité de plus de 60 pays. Le classement est basé sur des indicateurs statistiques (*hard data*) et sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. L'enquête est coordonnée par la Chambre de Commerce pour le volet luxembourgeois. L'enquête IMD repose sur environ 240 indicateurs rassemblés sous quatre piliers, les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.

Le Luxembourg se rapproche à nouveau du top 10 des pays les plus compétitifs. Les points forts et points faibles n'ont que peu évolué par rapport à l'an passé mais ont, au regard de la situation conjoncturelle, une autre résonance. La dynamique économique et démographique, la solidité des finances publiques, une place financière d'envergure internationale et la forte intégration du Luxembourg dans les échanges internationaux sont autant d'atouts qui ont pu permettre à l'économie luxembourgeoise de limiter les effets négatifs de la crise durant les 12 derniers mois.

Il faut plus encore se réjouir de certains progrès, accomplis malgré le ralentissement économique. Parmi les plus probants se trouvent l'augmentation du pourcentage de femmes diplômées, la hausse du nombre de brevets détenus ou encore l'intensification de l'utilisation du *big data* et des outils d'analyse. Les défis de court terme ne doivent quant à eux pas faire oublier les grandes problématiques essentielles du pays en matière de compétitivité. Ces problématiques peuvent se résumer en quelques questions. Quelle diversification économique et nouvelles niches de croissance alors que la productivité ne progresse plus depuis des années ? Quel aménagement du territoire et quelles infrastructures à construire pour le futur Luxembourg à un million d'habitants ? Quelle sera la capacité du Luxembourg à former, attirer et conserver les talents dans les prochaines années ? Quelle est la voie à adopter pour concilier compétitivité sur le plan international et transition environnementale ? Ces problématiques sont au cœur des stratégies de relance qui permettront au Luxembourg d'accomplir des gains réels et durables de compétitivité.

Le pays le plus compétitif en 2021 est la Suisse, devant la Suède et le Danemark. Les Pays-Bas et Singapour, 1^{er} en 2020, complètent le top 5. Contrairement au Luxembourg, qui a vu sa productivité globale diminuer de 1,28%², celle-ci a progressé de 0,18% en Suisse, 0,59% en Suède et 1,16% au Danemark. Malgré les progrès observés cette année par l'économie luxembourgeoise, ces pays sont aussi bien plus performants en matière d'utilisation des outils digitaux et technologiques.

Les 5 défis en 2021 pour la compétitivité du Luxembourg

1. Atténuer les effets de la crise sur la rentabilité des entreprises en assurant la poursuite des programmes d'aides aussi longtemps que nécessaire.
2. Consolider le système de santé existant et développer un écosystème de l'industrie de la santé pour diversifier davantage l'économie.
3. Transiter vers une économie basée sur les données en développant une infrastructure adéquate qui renforce la cybersécurité et favorise la montée en compétences et la reconversion numériques.
4. Promouvoir une économie circulaire et durable qui s'appuie sur l'énergie verte et les transitions écologiques.
5. Assurer une croissance robuste basée sur des gains de productivité.

² Cet indicateur a 2019 pour année de référence et non 2020. L'effet de la crise sur la productivité intégrera donc le classement IMD l'an prochain.

2021 sera une année charnière, également pour la compétitivité

Alors que l'économie luxembourgeoise a relativement mieux résisté que d'autres à la crise, ce qui lui vaut la 10^{ème} place pour le pilier « performances économiques » et la 8^{ème} pour la croissance réelle du PIB, l'année 2021 est une période d'incertitude sur l'ampleur de la reprise économique, les conséquences pour les entreprises des retraits progressifs des aides et la conjoncture au sein des grands blocs économiques mondiaux. Ainsi, certains indicateurs économiques seront plus particulièrement à surveiller, comme l'inflation (le Luxembourg est 18^{ème} sur cet indicateur), le taux de chômage (33^{ème}) ou encore la croissance réelle de la formation brute de capital-fixe (42^{ème}). Sur le plan des finances publiques, le Luxembourg devra conserver sa notation AAA (1^{er}). Les investissements internationaux (23^{ème}, -13 places) et l'évolution, nationale et internationale, des marchés boursiers, indicateurs pour lesquels le Luxembourg est mal positionné, feront l'objet d'une attention particulière. Ce sera aussi le cas du tourisme luxembourgeois qui représentait, avant la crise, près de 7% de son PIB (10^{ème}). Les améliorations en matière de transformation digitale (17^{ème}, +7 places) et de disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée (48^{ème}, +5) seront à confirmer. Les progrès sont moins visibles pour l'instant concernant les Objectifs de Développement Durable (39^{ème}, -8). Enfin, l'évolution du nombre d'habitants par médecin (33^{ème}) pourrait être un marqueur des leçons apprises lors de la crise sanitaire.

Le Luxembourg a montré sa forte capacité d'adaptation

Le Luxembourg doit en partie sa bonne résilience face au contexte économique de 2020, à sa capacité d'adaptation. Ainsi, les dirigeants d'entreprises ont situé le Luxembourg au 5^{ème} rang international et à la 1^{ère} place européenne pour l'adaptabilité du gouvernement. Leur perception de l'indicateur « compréhension de la part du gouvernement de la nécessité de certaines réformes économiques et sociales » s'améliore notablement (23^{ème}, +6), même si cette 23^{ème} position ne fait pas du Luxembourg l'économie la mieux placée pour faire partie des pays les plus ambitieux en matière de réforme économique au moment de la relance. La capacité d'adaptation se retrouve aussi chez les entreprises. L'économie luxembourgeoise est positionnée au 11^{ème} rang pour l'agilité des entreprises (+10), à la 13^{ème} place pour la capacité de réaction des acteurs économiques aux opportunités et menaces (+6) et à la 16^{ème} position pour le niveau de connaissance de l'évolution des conditions du marché (+6). Les dirigeants d'entreprises soulignent aussi un véritable progrès dans la mise en œuvre de la transformation digitale au sein des entreprises (19^{ème}, +6). Ils estiment, par ailleurs, que les acteurs économiques sont plus efficaces en comparaison internationale, que ce soit pour les PME (13^{ème}, +3) ou les grandes entreprises (12^{ème}, +16).

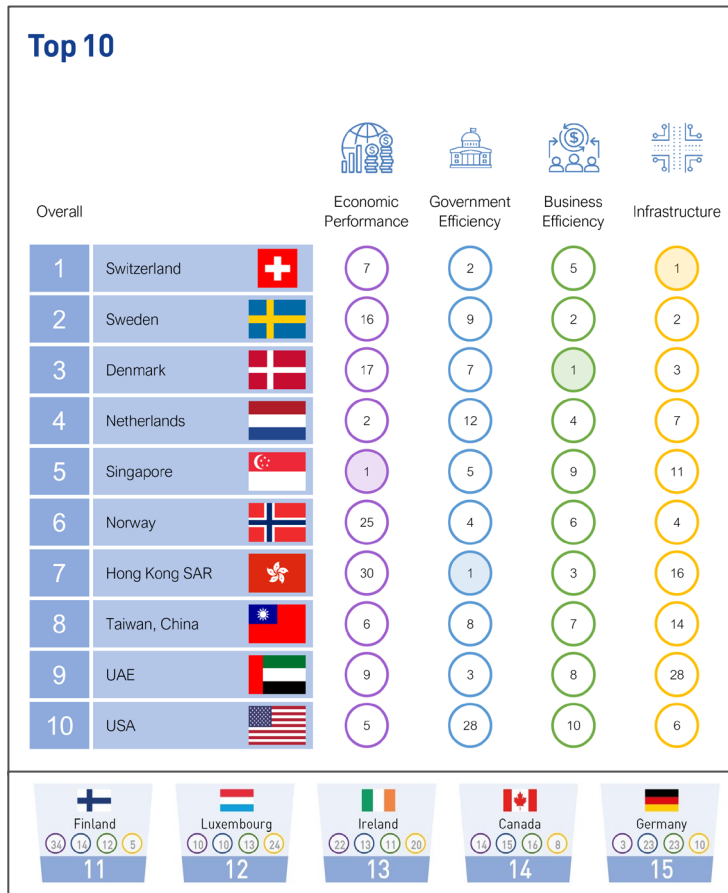
Peu de progrès en matière scientifique et technique

L'une des raisons de l'inquiétante évolution de la productivité luxembourgeoise pourrait être sa trop faible spécialisation technologique. En effet, les secteurs de haute-technologie et l'innovation constituent pour certaines économies de véritables niches de croissance de la productivité. Au Luxembourg, la part des produits de haute-technologie parmi les exportations n'est que de 6,6% (53^{ème} place). En outre, les activités de moyenne et haute-technologie ne représentent que 19,9% de la valeur ajoutée produite par le secteur manufacturier (56^{ème}). Cette faible spécialisation dans les haute-technologies est confirmée par le pourcentage de services TIC parmi les exportations de services (3,8%). Les dépenses en recherche et développement (R&D) n'atteignent que 1,2% du PIB du Grand-Duché contre 1,5% en moyenne pour les 64 économies du classement IMD. En outre, les dépenses privées de R&D ont baissé, de 0,68% du PIB à 0,60% en un an. Pour finir, le Luxembourg n'est que 52^{ème} pour le pourcentage de diplômés en sciences parmi l'ensemble des diplômés. Il y a toutefois quelques motifs de satisfaction dans le domaine technologique. Les dirigeants d'entreprises ont situé le Grand-Duché à la 21^{ème} position pour l'utilisation du *big data* et des outils d'analyse, ce qui montre que certaines entreprises luxembourgeoises sont à la pointe dans ce domaine. Par ailleurs, le personnel de R&D est passé de 9,34 pour 1.000 habitants à 9,60 (5^{ème} place) entre 2020 et 2021, tout comme le nombre d'articles scientifiques publiés au Luxembourg a augmenté de 814 à

869. Enfin, le Luxembourg est toujours aussi attractif pour les brevets. Il est 2^{ème}, derrière la Suisse, pour le nombre de brevets détenus pour 100.000 habitants.

Analyse détaillée du World Competitiveness Yearbook (WCY) 2021

LE CLASSEMENT GLOBAL



International : La Suisse gagne 2 rangs par rapport à l'an passé pour devenir l'économie la plus compétitive au monde selon IMD. Elle devance 3 autres pays européens, la Suède, le Danemark et les Pays-Bas. Singapour et Hong Kong, deux pays habitués au podium, reculent respectivement à la 5^{ème} et à la 7^{ème} position. Les Etats-Unis conservent le 10^{ème} rang tandis que la Chine passe de la 20^{ème} à la 16^{ème} place.

Europe : Ils sont, cette année, 9 pays européens à intégrer le top 15 du WCY, soit deux de plus que l'an passé. Ceux-ci ne seraient donc pas les perdants de la crise en matière de compétitivité. Le gain de 4 rangs de la Suède est à noter, de même que les progressions de la Norvège (+1), de la Finlande (+2), du Luxembourg (+3) et de l'Allemagne (+2).

Les trois pays voisins du Luxembourg voient leur classement progresser par rapport à l'an dernier, suivant la tendance observée pour beaucoup de pays européens. L'Allemagne passe ainsi à la 15^{ème} place (+2 positions), la Belgique au 24^{ème} rang (+1) et la France au 29^{ème} (+3). L'Allemagne affiche cette année une excellente 3^{ème} place pour le pilier « Performances économiques ».

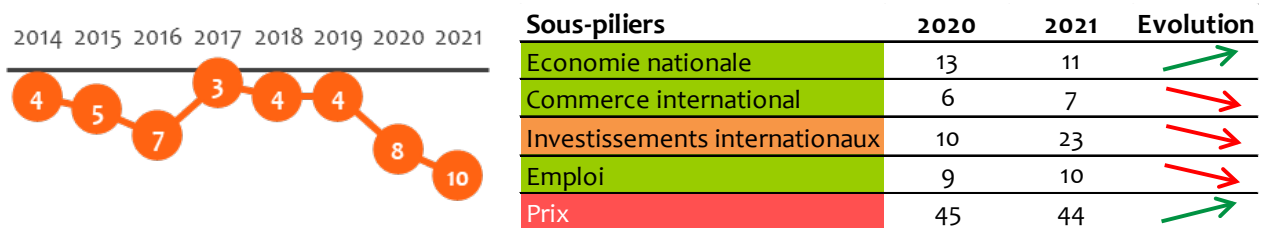
COUP DE PROJECTEUR SUR LA COMPETITIVITE DU LUXEMBOURG

L'analyse par piliers

PERFORMANCES ECONOMIQUES

Des investissements internationaux en net retrait

Le Luxembourg perd 2 positions sur le pilier « **Performances économiques** », mais demeure parmi les 10 économies les plus performantes dans ce domaine. Ce recul est très majoritairement dû à la perte de 13 places sur le sous-pilier « Investissements internationaux », l'économie nationale étant, par ailleurs, en progression. En 2021, les trois pays les plus compétitifs sur le plan économique sont Singapour, les Pays-Bas et l'Allemagne.³



11^{ème} sur le sous-pilier « **Economie nationale** », le Luxembourg a progressé de 2 places entre 2020 et 2021. Il est ainsi passé de la 27^{ème} à la 8^{ème} place pour la croissance réelle du PIB. En effet, la récession due à la crise a été moins rude au Luxembourg (-1,3%) qu'en moyenne pour les 64 économies du classement (-5,1%). Il en est de même pour la croissance réelle du PIB par habitant pour laquelle l'économie luxembourgeoise passe de la 48^{ème} à la 16^{ème} position malgré un recul de 3,3% de la richesse par habitant. Ceci permet au Luxembourg de repasser devant le Qatar pour le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat et d'être ainsi en tête pour cet indicateur. Rappelons que cet indicateur est quelque peu surévalué au Luxembourg en raison du phénomène frontalier. 2020 a été une année très particulière sur le plan macroéconomique. Il en résulte une forte augmentation réelle des dépenses de consommation du gouvernement (+6,9%) et de fortes baisses de la consommation des ménages (-7,5%) et de la formation brute de capital fixe (-8,8%). Le Luxembourg est 42^{ème} pour ce dernier indicateur et a donc fortement ralenti les investissements. C'est un point à surveiller au moment de la relance.

Par ailleurs, le Luxembourg recule de la 6^{ème} à la 7^{ème} position pour le « **Commerce international** » qui demeure toutefois un axe fort de sa compétitivité. Avec un ratio total des importations et exportations sur le PIB de 3,4, il est à nouveau la 2^{ème} économie la plus ouverte au monde, juste derrière Hong Kong et devant Singapour. Le Grand-Duché est 12^{ème} pour le total des exportations de services commerciaux, une performance remarquable en raison de la taille de son économie, et demeure *leader* pour les exportations de services commerciaux en pourcentage du PIB. Les données sur les revenus du tourisme en pourcentage portent sur 2019 et non 2020. Le Luxembourg était alors 10^{ème} avec un taux de 6,9% du PIB. L'effet dramatique de la crise sur le secteur ne sera observable que l'an prochain. Enfin, les termes de l'échange se sont fortement dégradés (58^{ème}). La baisse de valeur des exportations luxembourgeoises par rapport à ses importations est un motif d'inquiétude.

C'est toutefois sur le sous-pilier « **Investissements internationaux** » qu'une véritable chute est observée, de la 10^{ème} à la 23^{ème} position en un an sur ce sous-pilier potentiellement plus volatile que d'autres. Le Luxembourg était 2^{ème} en 2019 pour les investissements internationaux. L'économie luxembourgeoise recule de la 21^{ème} à la 26^{ème} place entre 2020 et 2021 sur le total du stock d'investissements directs à

³ Les sous-piliers dans le top 20 sont représentés en vert, entre la 21^{ème} et la 40^{ème} place en orange et au-delà de la 40^{ème} place en rouge.

l'étranger. Elle reste toutefois à la 3^{ème} place en pourcentage du PIB derrière Chypre et Hong Kong. En ce qui concerne les stocks d'investissements directs entrants depuis l'étranger, ils ont fortement diminué, ce qui fait perdre 9 rangs en un an pour le total (40^{ème} en 2021) et 2 positions en pourcentage du PIB (7^{ème}). Le Luxembourg conserve la 3^{ème} place pour le total des avoirs d'investissement de portefeuille et monte même à la 2^{ème} pour les engagements d'investissement de portefeuille.

L'économie luxembourgeoise est 10^{ème} pour le sous-pilier « **Emploi** » en 2021. Il était 9^{ème} l'an passé, mais seulement 15^{ème} en 2019. Le Luxembourg conserve le 2^{ème} plus haut taux d'emploi (75,7%), derrière les Emirats Arabes Unis, en grande partie en raison des travailleurs frontaliers. En outre, avec une hausse de 2% de l'emploi en 2020, le Luxembourg est le pays qui a le mieux résisté à la crise dans ce domaine (-2,0% en moyenne pour les 64 pays du classement IMD). Cette croissance du marché de l'emploi n'empêche pas le chômage d'être présent au Grand-Duché. Avec un taux de chômage de 6,8% en 2020, l'économie luxembourgeoise n'est que 33^{ème} pour cet indicateur. Elle a toutefois gagné 5 positions durant la crise. Le Grand-Duché se situe à la 37^{ème} position pour le chômage de long terme, qui a progressé de 1,4% à 1,7% en un an.

Enfin, le Luxembourg passe de la 45^{ème} à la 44^{ème} place pour le sous-pilier « **Prix** », l'un de ses points faibles en matière de compétitivité. Si l'inflation des prix à la consommation a été contenue (18^{ème}), le coût de la vie mesuré par le « *Cost-of-living index*⁴ » (32^{ème}, -1 place) et le prix des loyers de bureaux (49^{ème}, -2) se sont très légèrement dégradés. Concernant le prix de l'essence, il faudra observer l'an prochain l'impact de la taxe carbone introduite en ce début d'année, alors que le Luxembourg a gagné 2 positions concernant cet indicateur (37^{ème}).

EFFICIENCE DES POUVOIRS PUBLICS

Effet visible de la crise sur les finances publiques

Le Luxembourg remonte à la 10^{ème} place du classement pour le pilier « **Efficacité des pouvoirs publics** », avec une légère amélioration de sa performance sur chacun des sous-piliers. Il se situe ainsi dans le top 10 pour les « Finances publiques », le « Cadre institutionnel », la « Législation des affaires » et le « Cadre sociétal ». Seule la politique fiscale, qui repose majoritairement sur la part des revenus issus de la fiscalité sur le PIB, ternit le tableau de ce pilier.



L'économie luxembourgeoise gagne un rang sur le sous-pilier « **Finances publiques** » pour se rapprocher du top 5 (6^{ème}). Pourtant, la crise a eu en 2020 un effet important sur les finances publiques. Le budget, en excédent de 2,18% en 2019 (3^{ème}), était en déficit de 4,1% en 2020 (11^{ème}) tandis que la dette est passée en un an de 20,7% à 25,6% du PIB. Le Luxembourg demeure toutefois 6^{ème} pour cet indicateur, ce qui illustre sa solidité financière. L'effort consenti pour sauvegarder l'économie, durant une crise sanitaire dramatique pour certains secteurs, s'observe au niveau des dépenses totales du gouvernement. Elles représentaient 42,6% du PIB en 2019 (47^{ème}) et ont atteint 47,8% en 2020 (42^{ème}). Les dirigeants d'entreprises considèrent que « les finances publiques sont gérées de manière efficace » (7^{ème} rang). Les

⁴ Indice d'un panier de biens et services dans la ville principale du pays, y compris le logement (New York City = 100).

trois pays les mieux notés par les dirigeants d'entreprises dans ce domaine sont Singapour, le Qatar et la Norvège.

Le Luxembourg est à nouveau dans le top 10 pour le « **Cadre institutionnel** » tout comme pour la « **Législation des affaires** ». Les dirigeants d'entreprises valorisent l'adaptabilité du gouvernement luxembourgeois aux changements de l'économie (5^{ème}), un point essentiel en cette période. Le Luxembourg est le 1^{er} pays européen sur cet indicateur, précédé des Emirats Arabes Unis, de Singapour, de la Chine et du Qatar. Le Grand-Duché est un peu moins bien placé pour la bureaucratie (12^{ème}). La crise a mis à mal les finances publiques de beaucoup d'économies. Ainsi, ils ne sont plus dix, mais huit pays à obtenir la note maximale pour leur crédit, un club restreint dont fait partie le Luxembourg. La crise a amené les gouvernements à multiplier les aides en faveur des entreprises. En conséquence, le Luxembourg, qui a relativement peu utilisé cette forme d'aide, est passé de la 33^{ème} à la 20^{ème} position pour cet indicateur (le pays le mieux placé étant celui qui subventionne le moins les entreprises). Par ailleurs, les dirigeants d'entreprises considèrent que le territoire luxembourgeois s'est amélioré pour l'ouverture des marchés publics aux étrangers (9^{ème}, +12 places) et la capacité des investisseurs étrangers à acquérir le contrôle des entreprises nationales (9^{ème}, +6 rangs). Le Luxembourg est très performant en ce qui concerne l'efficacité des lois sur l'immigration pour attirer la main-d'œuvre étrangère (2^{ème}). Le bilan est moins positif pour les Objectifs du Développement Durable, pour lesquels le Grand-Duché recule en un an de la 31^{ème} à la 39^{ème} position. Le Luxembourg apparaît pour la première fois au sein du *Rule of Law Index* qui mesure l'adhésion des pays à l'état de droit dans la pratique. Il est 10^{ème} sur cet indicateur.

41^{ème} en 2021 pour le sous-pilier « **Politiques fiscales** », l'économie luxembourgeoise gagne 2 rangs mais demeure loin des pays les plus compétitifs dans ce domaine. En effet, le Grand-Duché n'est que 53^{ème} pour les recettes fiscales totales perçues en pourcentage du PIB, avec 39,2%.⁵ Avec un taux d'impôt sur les bénéficiaires de 24,9%, le Luxembourg se situe par ailleurs à la 38^{ème} position, soit un gain de 7 rangs à la suite de la baisse de ce taux. L'économie luxembourgeoise est 32^{ème} pour le taux de cotisations sociales des employeurs (15,2%) et 42^{ème} pour le taux de cotisations sociales des employés (12,5%). Au niveau des ménages, le Luxembourg est 42^{ème} pour le total des impôts sur le revenu des personnes physiques perçus en pourcentage du PIB avec 9,3%, contre 6,0% en moyenne pour les pays du classement.

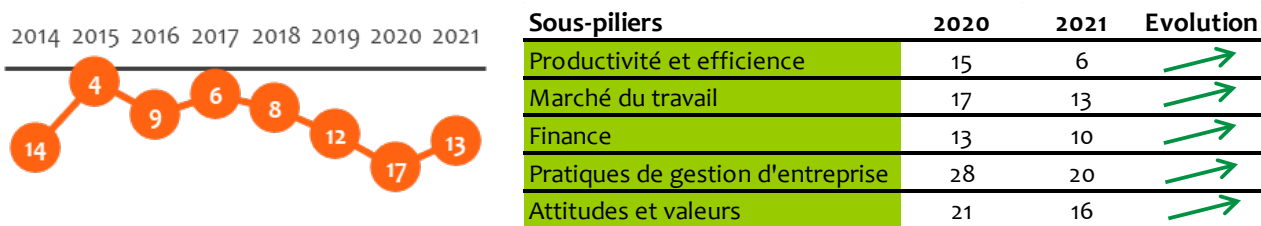
Le Luxembourg réintègre le top 10 pour le « **Cadre sociétal** » (7^{ème}). Sur ce sous-pilier, le Grand-Duché bénéficie toujours d'une relative faible proportion de personnes âgées de plus de 65 ans (25^{ème}) et d'un risque négligeable d'instabilité politique (4^{ème}). Concernant la cohésion sociale, le bilan est mitigé. Les dirigeants d'entreprises ont une opinion positive et en amélioration de la cohésion sociale au sein du territoire luxembourgeois (3^{ème}, +16 places). Malgré tout, le coefficient de Gini a continué d'augmenter, de 34,9 à 35,4, illustrant un certain renforcement des inégalités. Le Luxembourg est 38^{ème} en 2021 sur cet indicateur. Le Grand-Duché a amélioré son classement sur le *Gender Inequality Index* du Programme des Nations unies pour le développement, passant de la 19^{ème} à la 13^{ème} position.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Du progrès en matière de digitalisation

Le classement du Luxembourg grimpe de la 17^{ème} à la 13^{ème} place en un an sur le pilier « **Environnement des affaires** ». Cette performance demeure toutefois inférieure à celle observée au cours des dernières années. Cette amélioration concerne tous les sous-piliers. L'économie luxembourgeoise retrouve le top 10 pour les sous-piliers « Productivité et efficacité » et « Finance ». Ces progressions significatives proviennent principalement d'une meilleure appréciation des dirigeants d'entreprises sur l'environnement des affaires au Luxembourg.

⁵ Plus ce pourcentage est faible, mieux les pays sont classés car ce taux reflète le niveau d'imposition global réel de l'économie.



6^{ème} en 2021, le Luxembourg redevient un leader sur le sous-pilier « **Productivité et efficacité** » après sa 15^{ème} position de 2020. Ce regain de performance est symbolisé par sa 1^{ère} place pour la productivité globale en parité de pouvoir d'achat, devant l'Irlande, et pour la productivité du travail, toujours en parité de pouvoir d'achat. Toutefois, l'économie luxembourgeoise n'est que 59^{ème} pour la croissance réelle de la productivité globale, celle-ci ayant même baissé de 1,3% en 2019, soit l'année considérée pour cet indicateur. Le rattrapage du Luxembourg par d'autres économies se poursuit en termes de productivité. Il reste à savoir si la crise modifiera cette dynamique. En cette année 2021, les dirigeants d'entreprises considèrent les entreprises luxembourgeoises comme efficaces en comparaison internationale, que ce soit pour les PME (13^{ème}, +3) ou les grandes entreprises (12^{ème}, +16). Ils estiment que les entreprises ont progressé dans leur utilisation des outils et technologies numériques pour améliorer leurs performances (17^{ème}, +7)

Par ailleurs, le Luxembourg gagne 4 places sur le sous-pilier « **Marché du travail** », pour atteindre la 13^{ème} position. L'économie luxembourgeoise bénéficie du taux de main-d'œuvre sur la population le plus élevé du classement IMD, tant en raison du phénomène frontalier que du dynamisme de son économie. Ce dynamisme se retrouve au niveau de l'indicateur de croissance de la main-d'œuvre pour lequel il se situe à la 4^{ème} place avec un taux de croissance de 2,3%. Alors que la plupart des économies ont vu leur main-d'œuvre diminuer du fait de la crise, les pays qui devancent le Luxembourg sont l'Arabie Saoudite, la Hongrie et la Jordanie. La crise a eu un effet positif sur la disponibilité de la main-d'œuvre (48^{ème}, +5 places). Dans le même temps, les entreprises ont moins fait une priorité de l'attraction et du maintien des talents (9^{ème}, -7).

10^{ème} en 2021 sur le sous-pilier « **Finance** », l'économie luxembourgeoise regagne 3 rangs par rapport à 2020 mais demeure loin de ses performances de 2018 (3^{ème}) et 2019 (5^{ème}). Le Luxembourg est le pays où les actifs du secteur bancaire sont les plus élevés par rapport au PIB, avec 787% contre 573% pour Hong Kong, le 2^{ème} du classement. Les dirigeants d'entreprises considèrent que la conformité réglementaire est suffisamment développée, plaçant le pays 4^{ème} derrière la Norvège, la Finlande et la Suisse. Toutefois, ils ne situent le Grand-Duché qu'à la 20^{ème} position pour la manière dont les services bancaires et financiers soutiennent l'activité économique. La crise a provoqué la mise en place de nombreuses aides à destination des entreprises, dont certaines remboursables. Ainsi, la dette des entreprises est un sujet primordial. Les dirigeants d'entreprises estiment que l'économie luxembourgeoise s'est améliorée sur ce plan relativement aux autres pays, passant de la 14^{ème} place en 2020 à la 9^{ème} en 2021 pour l'assertion « la dette des entreprises ne restreint pas la capacité des entreprises à être concurrentielles ». Les marchés boursiers luxembourgeois continuent de perdre des places au niveau de la compétitivité. Ainsi, la capitalisation boursière est passée de 59,8% du PIB en 2020 à 47,8% en 2021 (33^{ème}, -6 places).

De plus, l'économie luxembourgeoise se situe à la 20^{ème} place sur le sous-pilier « **Pratiques de gestion d'entreprise** », soit un gain de 8 positions par rapport à 2020, mais toutefois relativement loin de sa performance de 2018 (10^{ème}). 2020 a été un test grandeur nature pour juger de la réactivité des entreprises. Le Luxembourg s'est révélé performant dans ce domaine. Les dirigeants d'entreprises ont ainsi positionné l'économie luxembourgeoise au 11^{ème} rang pour l'agilité des entreprises (+10 places), à la 13^{ème} place pour la capacité de réaction des acteurs économiques aux opportunités et menaces (+6) et à la 16^{ème} position pour le niveau de connaissance de l'évolution des conditions du marché (+6). Concernant les dernières évolutions technologiques, les dirigeants d'entreprises ont situé le Grand-Duché à la 21^{ème} position pour l'utilisation du *big data* et des outils d'analyse. Le Luxembourg peine toujours à devenir un

pays à forte culture entrepreneuriale, comme l'illustre la 33^{ème} place pour le taux de nouveaux entrepreneurs et la 40^{ème} pour la peur de l'échec entrepreneurial.

Le Luxembourg intègre à nouveau le top 20 pour le sous-pilier « **Attitudes et valeurs** », passant de la 21^{ème} place en 2020 à la 16^{ème} en 2021. L'appréciation des dirigeants d'entreprises s'est améliorée sur l'ouverture de la culture nationale aux idées étrangères (11^{ème}, +1 rang) et la vision positive de la société envers la mondialisation (16^{ème}, +8), dans un contexte de crise économique et sanitaire de dimension internationale. Cette amélioration est aussi perceptible pour la bonne compréhension de la part du gouvernement de la nécessité de mener certaines réformes économiques et sociales (23^{ème}, +6). Toutefois, cette modeste 23^{ème} position peut interroger sur la capacité du Luxembourg à faire partie des pays les plus ambitieux en matière de réforme économique au moment de la relance. Enfin, les dirigeants d'entreprises observent un véritable progrès dans la mise en œuvre de la transformation digitale au sein des entreprises (19^{ème}, +6). Dans ce domaine aussi, l'année 2020 a été tout autant un accélérateur qu'un révélateur.

INFRASTRUCTURES

Des secteurs de haute-technologie aux abonnés absents

Malgré une avancée sur l'ensemble des sous-piliers, le Luxembourg conserve la 24^{ème} position sur le pilier « **Infrastructures** », qui demeure ainsi le plus défavorable à la compétitivité du Luxembourg. Les progrès sont toutefois notables, tant en matière d'infrastructures que d'éducation, le plus souvent sous l'effet d'une appréciation plus favorable de la part des dirigeants d'entreprises sur différents indicateurs de l'enquête qui leur est adressée annuellement.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Sous-piliers	2020	2021	Evolution
23	22	24	22	24	25	24	24	Infrastructures de base	15	9	→
								Infrastructures technologiques	41	31	→
								Infrastructures scientifiques	28	27	→
								Santé et environnement	22	19	→
								Education	16	11	→

Le Grand-Duché passe de la 15^{ème} à la 9^{ème} position sur le sous-pilier « **Infrastructures de base** ». Il profite toujours fortement de la croissance de sa population, qui avec +2,0% en 2020 est la 7^{ème} plus élevée du classement. Ceci permet au Luxembourg de disposer d'une population active importante au regard de l'ensemble de la population et d'être classé au 9^{ème} rang pour le taux de dépendance, soit le total de la population de moins de 15 ans et de plus de 64 ans divisée par la population active. Malgré la relative densité de la population au Luxembourg et l'importance de la voiture comme mode de transport, le Grand-Duché n'est que 26^{ème} pour la densité du réseau routier. Les pays les mieux classés sur cet indicateur sont Singapour, Hong Kong et le Japon. Le Luxembourg est 62^{ème} pour la part des énergies produites sur son territoire sur le total des besoins en énergie, avec un pourcentage de 5,1%. Pour la première fois depuis de nombreuses années, ce taux n'a pas augmenté. Cette tendance sera à surveiller dans le futur.

31^{ème} en 2021 sur le sous-pilier « **Infrastructures technologiques** », l'économie luxembourgeoise gagne 10 places par rapport à l'an passé. Le Luxembourg n'est que 53^{ème} en 2021 pour la part des produits de haute-technologie parmi les exportations totales de produits manufacturés, avec un taux de 6,6%. Cette faible spécialisation dans les haute-technologies est confirmée par le pourcentage de services TIC parmi les exportations de services (3,8%). L'économie luxembourgeoise est 48^{ème} sur cet indicateur et très loin des 45,6% d'Israël. Il est toutefois à noter que le Luxembourg est le pays qui exporte le plus de services en pourcentage de son PIB, et donc que les TIC ont une importance plus grande dans son économie que ce que montre cet indicateur. Le Luxembourg n'est que 32^{ème} pour le nombre d'ordinateurs par habitant, avec 897 pour 1.000 habitants. Il est, à l'opposé, 4^{ème} pour le nombre d'utilisateurs d'Internet. La

population serait ainsi particulièrement connectée mais le pays peu attiré par l'informatique. Dans le contexte actuel, les dirigeants d'entreprises estiment que les difficultés pour trouver les compétences digitales et technologiques (22^{ème}, +15 places) et les ingénieurs qualifiés (47^{ème}, +6) sont moins prégnantes, bien que toujours présentes.

Le classement du Luxembourg concernant les « **Infrastructures scientifiques** » est stable d'une année sur l'autre, sa 27^{ème} place sur ce sous-pilier correspondant à un gain d'une place par rapport à 2020. Les dépenses en recherche et développement (R&D) sur le PIB sont inférieures au Grand-Duché (1,2% du PIB) que pour la moyenne des 64 économies du classement IMD (1,5%). C'est aussi le cas pour les dépenses privées de R&D qui ont baissé, passant de 0,68% du PIB à 0,60% en un an. Par ailleurs, les activités de moyenne et haute-technologie ne représentent que 19,9% de la valeur ajoutée produite par le secteur manufacturier (56^{ème}), confirmant la faible spécialisation technologique de l'industrie luxembourgeoise. Au rayon des points positifs, le personnel de R&D a augmenté de 9,34 pour 1.000 habitants à 9,60 (5^{ème}). De même, le nombre d'articles scientifiques publiés par des chercheurs basés au Luxembourg est passé de 814 à 869 en l'espace d'un an. L'économie luxembourgeoise est toujours aussi attractive pour les brevets, avec 3.100 brevets détenus pour 100.000 habitants, ce qui classe le Grand-Duché à la 2^{ème} position pour cet indicateur, derrière la Suisse. Enfin, le Luxembourg n'est que 52^{ème} pour le pourcentage de diplômés en sciences parmi l'ensemble des diplômés, avec 18,8% contre 24,8% en moyenne pour les participants au classement IMD.

Le Luxembourg regagne 3 rangs sur le sous-pilier « **Santé et environnement** », passant ainsi de la 22^{ème} place en 2020 à la 19^{ème} en 2021. Le domaine de la santé est l'objet de toutes les attentions des décideurs politiques et des observateurs économiques depuis le début de la crise sanitaire. Le Luxembourg est classé 19^{ème} pour le nombre d'habitants par praticien et infirmier dans le pays, avec une forte différence entre les praticiens (33^{ème}) et les infirmiers (10^{ème}). Par ailleurs, les dirigeants d'entreprises positionnent le Grand-Duché à la 14^{ème} place en 2021 pour la qualité des infrastructures médicales, soit un rang identique à celui de 2019 et 2020. Le Luxembourg a légèrement amélioré sa balance écologique⁶, qui passe en un an de -11,67 à -11,58. Ce sont des données relativement anciennes, qui datent de 2017. Contrairement aux années précédentes, la part des énergies renouvelables dans le total des besoins en énergie n'a que peu progressé (7,3%, 46^{ème}).

Enfin, le sous-pilier « **Education** » voit une nette amélioration du Luxembourg, qui passe de la 16^{ème} position en 2020 à la 11^{ème} en 2021. Le Grand-Duché est en progrès constant depuis 2017 et sa 26^{ème} place. Le Luxembourg est le pays où les dépenses publiques d'éducation par élève et étudiant sont les plus élevées, atteignant 29.060 \$ et en augmentation de 2.640 \$ en l'espace d'un an. Le système éducatif luxembourgeois est aussi celui où les élèves du primaire sont les mieux entourés, avec 9,1 élèves par membre du personnel enseignant. Il a progressé de la 11^{ème} à la 9^{ème} place pour l'encadrement des élèves du secondaire. En termes de résultat, le pays n'est toutefois que 34^{ème} pour le pourcentage d'élèves qui n'ont pas un niveau suffisant lors du test PISA. Le Luxembourg a, par ailleurs, reculé de la 22^{ème} à la 24^{ème} position sur le *University Education index* de *Times Higher Education*. Le pourcentage de diplômées parmi les femmes ayant entre 25 et 65 ans a très fortement augmenté en une année, passant de 44,6% à 53,4%. Le Luxembourg atteint ainsi la 9^{ème} place pour cet indicateur.

⁶ La balance écologique est mesurée comme la différence entre la biocapacité totale du territoire et l'empreinte écologique totale en hectares mondiaux par habitant.

LES FACTEURS CLES DE L'ATTRACTIVITE POUR LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

Lors de chaque édition du WCY, les participants à l'enquête d'opinion des dirigeants sélectionnent parmi une liste de 15 facteurs ceux qui sont les plus importants pour l'attractivité de l'économie. La compétitivité du régime fiscal repasse 4^{ème} des « **key attractiveness indicators** » du Luxembourg. C'est un point essentiel à analyser en cette période de modifications de l'environnement fiscal au niveau mondial. La prédictibilité des politiques et le dynamisme économique sont à nouveau les priorités mises en avant par les entreprises :

1. « *Policy stability & predictability* »,
2. « *Dynamism of the economy* »,
3. « *Business-friendly environment*»,
4. « *Skilled Workforce* »,
5. « *Competitive tax regime*».

En outre, « disposer d'infrastructures fiables » et « les attitudes ouvertes et positives » sont deux facteurs clés qui ont été cités par près de 4 dirigeants d'entreprises sur 10. La compétitivité-coût a été mise en avant par 22% d'entre eux, soit bien davantage que les 10% de l'an passé.

LA METHODOLOGIE D'IMD POUR MESURER LA COMPETITIVITE

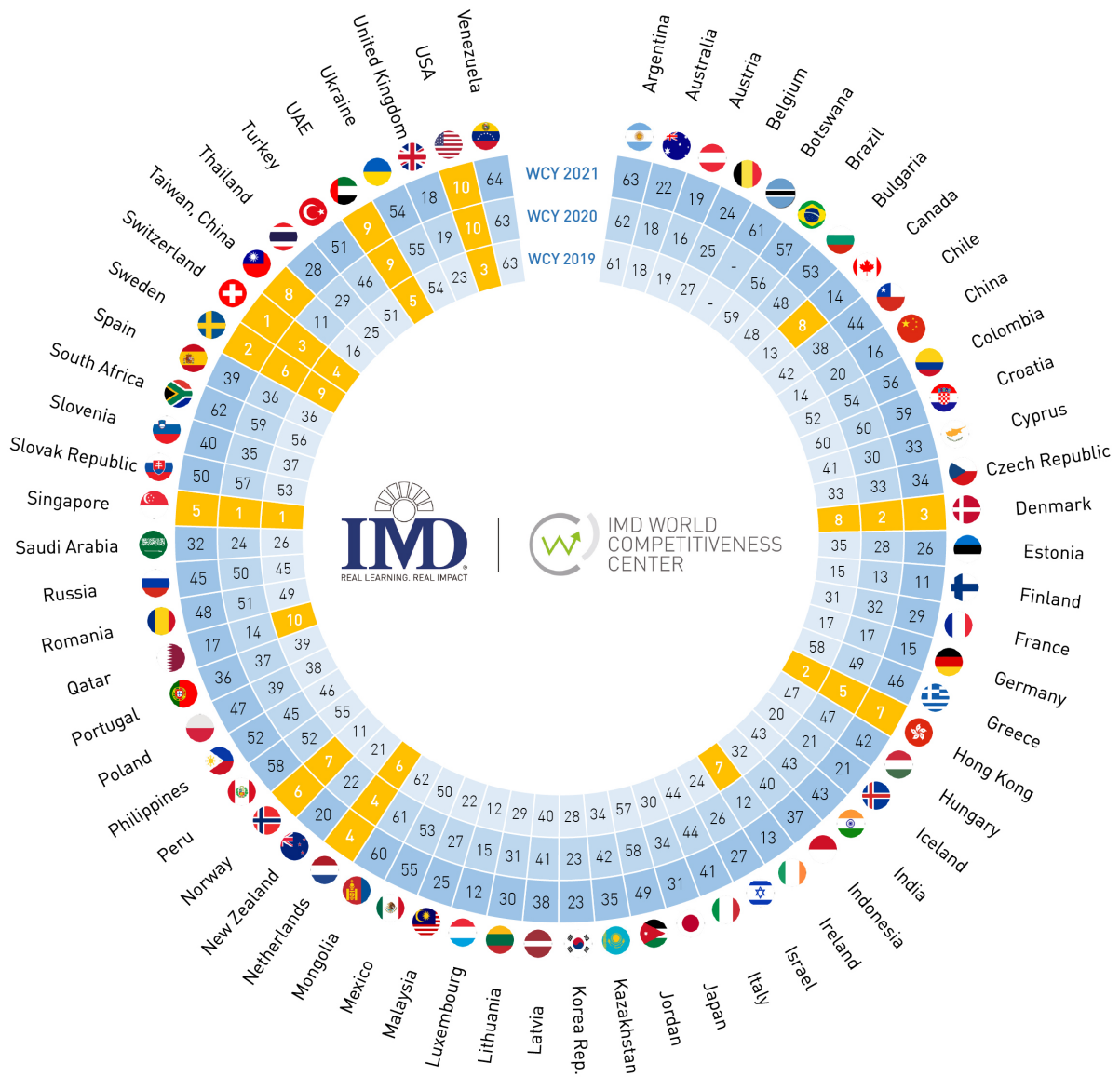
Avec 255 indicateurs différents, recueillis pour chacun des 64 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois difficilement à un exercice de comparaison.

Au niveau de certains résultats du classement, il convient de préciser qu'en l'absence de chiffres officiels du STATEC, IMD a eu recours aux chiffres de 2020 (ou 2016/2017/2018/2019) pour certains indicateurs, ce qui ne reflète donc pas l'état des circonstances les plus récentes. Cependant, ce sont tous des indicateurs à caractère relativement stable et le Luxembourg ne connaît ni dégradation, ni amélioration substantielle liée à l'utilisation de ces statistiques.

Le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiés : les indicateurs d'*input* (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'*output* (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'*input* sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décisions politiques tandis que les indicateurs d'*output* reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions.

Classement de l'ensemble des pays sur la période 2019-2021

IMD World Competitiveness Ranking 2019-2021



Auteurs : Affaires Economiques
 Contacter les auteurs : eco@cc.lu